

64

LE MAGAZINE
DU DÉPARTEMENT
DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
www.le64.fr  

ALZHEIMER : ROMPRE
L'ISOLEMENT FAMILIAL

MIEUX PRENDRE
EN CHARGE LES FEMMES
VICTIMES DE VIOLENCES

TRÈS HAUT DÉBIT :
LE GRAND CHANTIER

SANTÉ

DES MÉDECINS POUR NOS CAMPAGNES





ÉDITO

DES MÉDECINS POUR TOUS

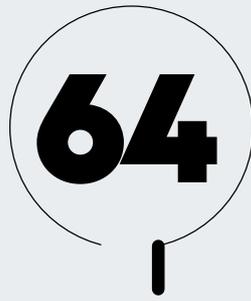
Le Département est le garant des solidarités humaines et territoriales. Pour ce faire, il participe notamment à l'élaboration de solutions collectives qui répondent aux besoins du terrain. C'est ce que nous venons de faire dans le nord-est des Pyrénées-Atlantiques. Dans ces secteurs géographiques, le très faible nombre de médecins généralistes était devenu critique. Les services de santé, auxquels chaque habitant doit être en mesure d'accéder, étaient extrêmement fragilisés. Les médecins qui partaient à la retraite n'étaient pas remplacés, malgré l'effort des intercommunalités qui bâtissent des maisons de santé pour les mettre à la disposition des professionnels.

Nous avons mené une expérimentation qui nous a permis de faciliter l'installation de jeunes médecins dans ces zones rurales. Ces dispositifs, qui ont fait leur preuve, pourront être dupliqués ou adaptés aux zones les plus sensibles.

La présence médicale dans les territoires relevait jusqu'ici exclusivement de l'Etat. Cependant, des interstices ont été ouverts dans la législation, rendant possible notre intervention dans ce domaine. Nous avons donc décidé de nous engager dans une démarche novatrice coconstruite avec l'Agence régionale de santé et en partenariat étroit avec l'ensemble des professionnels de santé et les intercommunalités concernées. C'est ensemble que nous avons pu poser le bon diagnostic, ensemble que nous avons pu prendre les initiatives qui se révélaient être les plus pertinentes. Pour assurer à tous les habitants la présence de médecins généralistes dans leur territoire.



Jean-Jacques Lasserre,
Président du Conseil départemental
des Pyrénées-Atlantiques



SOMMAIRE

AVRIL - MAI - JUIN 2019 / NUMÉRO 80



LES GENS D'ICI p. 4
Ils font la richesse et le dynamisme de notre département. Portraits express de cinq personnalités au caractère bien trempé.

ÇA BOUGE EN P.-A. ! p. 6
De très actifs collégiens, des sorties d'une étonnante nature, des routes modernisées... l'actualité du département.

SOLIDARITÉ(S) p. 10
Agir contre les violences conjugales
Les équipes départementales se forment afin de mieux prendre en charge les femmes victimes et préserver les enfants.
Aide alimentaire : un engagement bénévole
Soixante-quinze points de distribution de denrées permettent une aide aux personnes en difficulté grâce aux bonnes volontés.

GRAND ANGLE p. 15
Des médecins dans les campagnes
Département, Agence régionale de santé, communautés de communes et professionnels de santé agissent pour une présence médicale.

TERRITOIRES p. 20
SFR installera la Fibre optique
Département et intercommunalités confient à l'opérateur privé la construction du réseau départemental à très haut débit.

RENCONTRE AVEC UN AGENT p. 24
Emmanuelle Delsuc, puéricultrice
Avec les équipes de la protection maternelle et infantile (PMI), elle veille sur la santé des enfants et accompagne les parents.

CULTURES p. 26
Des collégiens chercheurs d'«ors»
Des élèves de cinq établissements où s'enseigne l'occitan ont réalisé un travail de recherche et de création sur l'ours.
Ces sports qui s'ouvrent au handicap
Les disciplines ouvertes au handisport et au sport adapté se multiplient, apportant des bienfaits à leurs pratiquants.

64 Édité par le Département des Pyrénées-Atlantiques
Pau: 64, avenue Jean Biray – 64058 Pau cedex 9
Tél.: 05 59 11 46 64
Bayonne: 4, allée des Platanes – 64104 Bayonne
Tél.: 05 59 46 50 50
www.le64.fr – mag64@le64.fr

Directeur de la publication: Jean-Jacques Lasserre
Réalisé par la direction de la communication du Département des Pyrénées-Atlantiques
Coordination éditoriale: Vincent Faugère
Rédacteur en chef technique: Roland Denis
Photos: Jean-Marc Decombe, agence Valeurs du Sud et AaDT 64
Rédaction: Dircom64 et agence Valeurs du Sud

Impression: Maury Imprimeur, 45330 Malesherbes
Maury Imprimeur est impliqué dans la préservation de l'environnement par ses certifications PEFC et Imprim'Vert.
Imprimé sur du papier PEFC dans le respect de l'Agenda 21 du Département des Pyrénées-Atlantiques
ISSN : 2269-398X – Dépôt légal : avril 2019



PLUS PROCHE PLUS SOLIDAIRE

www.le64.fr

LES GENS D'ICI

UNE PISTEUR SECOURISTE AUSSI DÉCORATRICE D'INTÉRIEUR, UN JOURNALISTE ANGLAIS FOU DE « TRAIL », UNE PRATIQUANTE DE TENNIS-FAUTEUIL DÉTERMINÉE, UN RÉPARATEUR D'INSTRUMENTS À VENT AU SAVOIR-FAIRE RARE, UNE FAMILLE DE PRODUCTEURS QUI COLLECTIONNE LES MÉDAILLES AGRICOLES... **PORTRAITS D'HABITANTS** DU DÉPARTEMENT.



LA BASTIDE-CLAIRENCE.

Simon Michot, réparateur d'instruments à vent.

Ses clients lui confient des objets souvent chargés d'histoires singulières. Simon Michot, jeune artisan originaire de l'Aveyron, a fait de l'entretien des instruments à vent sa spécialité. Installé à La Bastide-Clairence, il apprécie la dynamique locale autour des arts. Voir perdurer la tradition des bandas et des harmonies réjouit ce tubiste de formation qui vit entouré d'instruments qu'il démonte, débosselle ou réargente. Son savoir-faire rare est apprécié par des clients aguerris comme par des débutants, à qui Simon Michot vend aussi des instruments de seconde main qu'il prend soin d'inspecter dans les moindres détails.



BILLÈRE. Florence Camales, responsable handisport.

La vie de Florence Camales a basculé en quelques jours. Femme active et sportive, elle est frappée subitement par une manifestation très aiguë de la maladie de Guillain-Barré, qui la prive de toutes ses facultés motrices en l'espace d'une semaine. Pour remonter la pente, sa détermination à rejouer au tennis va compter. Aujourd'hui responsable de la section handisport du Tennis Club de Lons, elle n'a de cesse de promouvoir la pratique du tennis en fauteuil. *« C'est un très bon moyen de rééducation, malheureusement peu connu. L'évaluation des distances, la correction de certains gestes, l'anticipation des déplacements, tout cela fait qu'aujourd'hui, grâce au tennis, je récupère un peu de motricité. »*



▲ **GAMARTHE.**

Famille Loyatho, La Ferme Elizaldia. La Ferme Elizaldia à Gamarthe est une véritable histoire de famille. Jean-Baptiste Loyatho en sait quelque chose. En 1983, il crée, avec l'aide d'amis, des porcheries à Gamarthe, avant de fonder en 1995 avec sa femme Maïte leur propre charcuterie, La Ferme Elizaldia, afin de transformer et de commercialiser leurs porcs. Une trentaine d'années plus tard, après avoir participé à 19 Salons de l'agriculture et récolté 18 médailles (dont quatre d'argent lors de l'édition 2019), la ferme aux 40 salariés compte également dans ses rangs Leire Loyatho, ingénieure agronome et Eléna Loyatho, responsable de la communication et du magasin de Bidart, tandis que son mari, Maxime Parodi, s'occupe du magasin de Saint-Pierre-d'Irube (au total, La Ferme Elizaldia compte six magasins). Une belle entreprise familiale.



▲ **GOURETTE.**

Amandine Bonnacaze, pisteur secouriste et artificier.

Depuis 2008, Amandine Bonnacaze met de côté, chaque hiver, son activité indépendante de décoratrice d'intérieur pour se consacrer pleinement à son deuxième métier : elle est pisteur secouriste 1^{er} degré. Originnaire de la vallée d'Ossau, elle explique que cette vocation lui est venue par amour de ce territoire à l'identité forte et par la volonté de travailler en équipe.

Cette activité saisonnière lui permet également de rester en contact avec cette nature parfois capricieuse mais qu'elle apprécie tant. Entre déclenchement d'avalanches pour sécuriser le domaine de Gourette et secours aux personnes, Amandine veille discrètement sur la sécurité des skieurs pendant toute la saison hivernale.

▲ **LASSEUBE.** Tobias Mews, mémorialiste.

Tobias Mews mène de front une carrière de journaliste sportif pour des quotidiens britanniques et la presse spécialisée du *trail*, avec la vie de sa maison d'hôtes, Secret Pyrenees, qu'il tient avec sa femme Zayne. Ancien pensionnaire de l'Académie royale militaire de Sandhurst, l'équivalent anglais de Saint-Cyr, le « traileur » au plus de 200 courses à travers le monde est un ambassadeur hors pair des Pyrénées béarnaises. Depuis sa base arrière de Lasseube, il multiplie les aller-retour vers Londres où se trouvent les rédactions qui font appel à lui. Il a pour projet d'organiser un « trip » haletant afin que ses confrères journalistes se mesurent aux Pyrénées. L'an dernier, le Grand Trail de la vallée d'Ossau lui a résisté. La revanche est pour cette année.



ÇA BOUGE EN P.A!

DES COLLÉGIENS CRÉATIFS ET DES ENSEIGNANTS IMPLIQUÉS, DES IDÉES ORIGINALES DE DÉCOUVERTE DE LA NATURE, DES PISTES CYCLABLES QUI S'ALLONGENT, DES AMÉNAGEMENTS POUR PRÉSERVER LE LITTORAL BASQUE, DES ROUTES PLUS PRATIQUES ET DES BORNES ÉLECTRIQUES... **L'ACTUALITÉ DU DÉPARTEMENT.**

Retrouvez toute notre actualité sur www.le64.fr



La Journée des collégiens, le 15 mai à Pau, célébrera les projets menés dans les établissements, comme ici le Prix de bande dessinée auquel ont participé 1500 élèves.

EDUCATION

Une journée pour célébrer l'ébullition collégienne

C'est un jour qui leur est spécialement consacré par le Département. Le mercredi 15 mai, les collégiens des Pyrénées-Atlantiques sont invités à se rendre à Pau où ils seront accueillis dans les espaces de réception et sur les terrains de jeu du stade du Hameau, fief de la Section paloise. Cette Journée des collégiens commencera par la restitution de l'appel à projet départemental Que je sois fille ou garçon, auquel ont répondu six établissements. Interventions, films et saynètes se succéderont pour présenter les réponses imaginées par les élèves et leurs professeurs pour défendre l'égalité des genres. Avant la pause méridienne, sera décerné le Prix BD des collégiens, opération à succès à laquelle ont participé durant l'année pas moins de 1500 élèves, autour de six albums et de rencontres avec leurs auteurs. Le fourmillement d'idées et de réalisations

à l'œuvre dans les collèges, qui ne serait possible sans l'investissement d'enseignants passionnés, palpitera encore dans l'après-midi. On remettra ainsi les prix des Jeunes talents littéraires, récompensant 20 textes de fiction écrits sous forme de nouvelles ou poésie, ainsi que ceux du concours d'éloquence Bien s'exprimer à l'oral, organisé pour la première fois dans le département.

Les sciences dures seront aussi à l'honneur via le Rallye mathématiques, concours dans lequel s'engagent chaque année près d'un millier de collégiens et lycéens afin de résoudre des énigmes par le calcul.

Cette journée montrera ce que font les collégiens mais elle leur montrera aussi ce qu'ils peuvent faire. Une quarantaine d'associations sportives et culturelles s'y présenteront en effet au travers de stands et d'ateliers. De quoi stimuler les envies et nourrir l'appétit d'activité des collégiens. ■

LIVRES

« Le Petit Prince » traduit en béarnais

Il manquait la version béarnaise de ce grand classique de la littérature mondiale. *Le Petit Prince*, d'Antoine de Saint-Exupéry, vient d'être traduit dans la langue de Fébus. Ce *Princetoû* est coédité par les associations Biarn Toustém et Institut Béarnais et Gascon (IBG). Il est également disponible auprès du Cercle historique de l'Arribère. Paru en 1943 à New York, *Le Petit Prince* fait l'objet de plus de 5 000 éditions dans le monde, dans 380 langues et dialectes. C'est l'ouvrage le plus traduit au monde, hors livres des religions. Des versions occitane, basque et souletine sont déjà disponibles.

INCLUSION NUMÉRIQUE

Le 64 élu territoire innovant

Le Département a reçu le label Or des Territoires Innovants dans la catégorie « Médiations et citoyens » lors du forum des Interconnectés. Ce label a été attribué à l'expérimentation



de formation aux compétences numériques, menée avec la région, le Greta Sud Aquitaine, la startup d'Etat Pix et le syndicat mixte La Fibre64. S'appuyant sur trois collèges test pour assurer à terme un maillage de proximité sur la plateforme de certification Pix et sur le développement de l'autonomie face au numérique, ce projet s'inscrit dans la démarche départementale d'inclusion numérique.



JEUNESSE

Des « colos » pour tous les enfants

Des vacances inoubliables, pour tous les enfants. C'est ce que proposent cinq associations d'éducation populaire du département, réunies sous la bannière de La Jeunesse au plein air. Mer, montagne, sport, création, camp itinérant ou séjour transfrontalier : il y en a pour toutes les envies, de 5 à 17 ans. Tout se passe dans les Pyrénées-Atlantiques, un peu dans les Hautes-Pyrénées et en Espagne. Pensez à vous inscrire dès maintenant. Les tarifs varient en fonction du séjour et du quotient familial. Le Département soutient tous ces dispositifs. Pour que chaque enfant puisse partir en vacances. www.sejoursdevacances.fr - www.colosolidaire.fr

LOISIRS

BESOIN DE NATURE ? DES IDÉES POUR TOUS

La saison 2019 des Rendez-vous nature du 64 est lancée. Au total, ce sont 15 sorties guidées qui sont proposées au public jusqu'en novembre dans des espaces naturels des Pyrénées-Atlantiques, mais pas que. Un fil conducteur relie les propositions les unes aux autres : notre besoin de nature. Un besoin vital auquel des animations originales offrent des réponses très différentes : par la science, l'humour, la surprise, la sensibilité, quand ce n'est pas tout à la fois. On pourra ainsi se lancer sur les traces du mystérieux desman des Pyrénées lors d'un bivouac en montagne, planter des haies pour la biodiversité lors d'un chantier collectif, étudier la flore des dunes atlantiques en s'essayant au golf, observer les étoiles en parlant de politiques publiques ou écouter des contes fan-

tastiques dans des paysages insoupçonnés. Quoi qu'il en soit, il s'agit de se reconnecter à la nature et surtout de pouvoir envisager cette reconnexion à sa façon, selon ses envies. Les Rendez-vous nature du 64 sont ouverts à tous et conçus pour tous. Ils se veulent aussi destinés aux familles et au jeune public. Sauf exception, ils sont gratuits. Ils donnent la parole aux spécialistes et aux acteurs du territoire : paysagistes, naturalistes, professionnels de santé, gestionnaires d'espaces naturels, élus ou associations. Ils révèlent des sites exceptionnels et mettent à l'honneur des espèces emblématiques. Proposés par le Département, les Rendez-vous nature du 64 sont construits en collaboration avec les trois centres permanents d'initiative pour l'environnement (CPIE) des Pyrénées-Atlantiques. Tout le programme sur www.le64.fr ■

MOBILITÉS

Pau-Nay à vélo

Après l'ouverture du tronçon entre Uzos et Assat, le long du gave, l'itinéraire Pau-Nay est désormais sécurisé pour les vélos sur sa quasi-totalité. La voie verte reliant Uzos à Assat, longue de 5,5 km sur 3 m de large et d'1,5 m d'accotement pour le passage des chevaux, fait partie d'un projet réalisé en étroite concertation avec les communes concernées (Uzos, Rontignon, Narcastet, Assat, Meillon, Aressy et la communauté du Pays de Nay). Cette voie verte se trouve sur un itinéraire national de 600 km reliant Bayonne à Perpignan, sur lequel d'autres départements voisins tels que l'Aude, l'Ariège, la Haute-Garonne et les Hautes-Pyrénées sont également impliqués.

Grâce aux aménagements réalisés par le Département des Pyrénées-Atlantiques, dans le cadre de sa politique vélo, les amateurs de vélos et de promenades peuvent désormais profiter tranquillement de la voie verte.

Lahonce : la piste du lac

Un itinéraire sera mis en service à l'automne prochain par le Département autour du lac de Lahonce. Les travaux débuteront durant ce printemps. La voie rejoindra le chemin des Barthes et le chemin Récart, en faisant le tour du lac que la commune a déjà aménagé en lieu de promenade. L'institution s'occupe également de la liaison entre le chemin Recart et les bords de l'Adour, avec l'aménagement d'une piste cyclable-voie verte de 2,5 m à 3 m de large sur 450 m. Le Département entame par ailleurs les études pour rejoindre la piste cyclable réalisée par la ville de Bayonne et sécuriser ainsi la pratique cyclable sur les bords de l'Adour au niveau du CEF de Mouguerre.



Le Département et ses partenaires proposent un programme d'animations pour expérimenter la nature sous différentes formes.

Illustration Marie Maier - Sonneez Sans Frapper

LANGUE BASQUE

NATURAREKIN BAT EGITEKO

Itsas bazterreko ezpondak segituko du erortzen. Jakina da, ikertua da. Baita zenbat gibelatuko den ere bai ondoko urteetan. Funtsean, azken aldian zein laster aldatu den begiratzeari aski da baieztatzen kontua. Bidarteko Erretegia hondartzara ez da salbuespen bat. Jakinez, gainera, kasu honetan, orain arte egin egokitzapenak ez dutela lagundu babesa. Etxebizitzak eraikitzeak asmoz iragazkortu zuten gunea duela urteak.

Horri begira, aitzinak hartu eta espazioa berriz antolatzen proiektua pentsatu du Departamendu Kontseilukoek, hainbat egitura publikoren laguntzarekin. 1,2 milioi euro oinarri, iraganeko egokitzapenak kendu eta naturari bere aitzineko lekua hartzeko gisan jartzekoa dute espazioa. Obra nagusiak irailean hasiko dituzte.

Bizileku naturala berriz sortzea da ideia: "Nahiz eta nonbait artifiziala izan, gizakiaren eskuak moldatua, gaur egun baino natura gehiago izanen da. Eta aldi berean, ekaitza fenomenoei egokitzen gara, bai eta itsas bazterren andeatze eta klima aldaketa globalari", azaldu du Peio Lambert Departamendu Kontseiluko teknikariak. Bide zabala hertsitu, mundruna kendu, malda ordokitu, auto

gunea tipitu eta larre bihurtzen utziko dute, tokiko landareak landatuz.

Bide batez, pedagogia egiteko baliatuko dute proiektua. Lur lehertze baten ondorioz itsas ezpondatik erori gisu harri batzuk agerira ekarri dituzte jadanik. Bisitariak ongi ikusteko gisan. Zein laster desegiten diren ohartarazteko. Lanjerra sentitzeko, Lambertek laburbildurik: "Ezponda zein hauskorra den ikusteko, zergatik bidea hesten den ulertzeko". ■

Erretegia retrouve sa nature

Le trait de côte change à vue d'œil. L'érosion ne compte pas s'arrêter là. L'espace naturel sensible d'Erretegia, à Bidart, n'y échappe pas. Ce site va bénéficier d'un vaste plan de renaturation mis en œuvre par le Département. Les travaux commenceront en septembre 2019. Les anciens aménagements vont être supprimés. Le bitume sera remplacé par des plantes afin de recréer des habitats naturels. Il s'agit de s'adapter aux phénomènes de changement climatique et de tempête qui vont se multiplier. Un travail d'information et de pédagogie sera également mené.



Blocs de calcaire tombés de la falaise et entourés, à la manière d'un nid d'oiseau, de branches de pittosporum. Un aménagement symbolique pour montrer la fragilité du littoral.

CANOE-KAYAK

Compétition cherche volontaire

Pau accueille le championnat d'Europe de canoë-kayak slalom du 29 mai au 2 juin. Plus de 300 athlètes, venus de 35 pays, sont attendus au stade d'eaux vives Parc Aquasports. Comme pour les coupes et championnats du Monde précédents, les organisateurs en appellent aux bonnes volontés.



Pour les volontaires, c'est l'occasion de vivre un événement exceptionnel de l'intérieur et d'assister à une grande fête sportive.

Contact : sylvain.puy@pauca canoe.com - 07 85 64 02 80.

ENVIRONNEMENT

Le Département imprime plus vert

La marque Imprim'vert, gérée par le Pôle d'innovation de l'imprimerie (P2I), vise à favoriser la mise en place d'actions concrètes pour diminuer les impacts des activités d'impression sur l'environnement. L'imprimerie départementale vient d'obtenir ce label pour une durée de trois ans. Pour cela, elle a dû apporter des éléments et des justificatifs relatifs aux différents critères, non seulement pour son activité propre mais également pour la politique de développement durable de l'ensemble de la collectivité, dans les domaines de la gestion des déchets et de l'énergie.



AMÉNAGEMENTS

Le Hauban bientôt livré

Le projet qui consiste à créer une liaison entre la route de Bordeaux (RD 834) et la RD 289 en direction de Lescar, est en phase d'achèvement. Cette route de 2300 mètres a nécessité la création de quatre ouvrages d'art (pour 1,4 million



d'euros) pour un budget global de 6 millions d'euros.

Les glissières de sécurité et les murs acoustiques seront réalisés à l'automne pour une ouverture prévue en fin d'année. Pas moins de 8700 véhicules par jour sont attendus sur cette voie nouvelle d'ici à 10 ans.

Concertation à Ustaritz

Le temps est à la concertation dans le cadre du projet de contournement de la commune d'Ustaritz. Lancée en mars 2017 par une réunion publique, cette concertation se poursuit à travers des permanences, des réunions avec des comités de quartier. Le bilan de ces nombreuses concertations est d'ores et déjà fixé au premier semestre 2020 sous la forme d'une réunion publique.

DÉPLACEMENTS

125 bornes pour les véhicules électriques

Le Syndicat d'Énergie des Pyrénées-Atlantiques (SDEPA) regroupe toutes les communes du département dans le domaine énergétique. Ce syndicat a choisi de s'associer avec les structures identiques des quatre autres départements de l'ancienne Aquitaine (Landes, Gironde, Dordogne et Lot-et-Garonne), afin d'optimiser un service commun de déploiement et d'exploitation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques. Ce projet, qui représente un budget de près de 1,6 million d'euros, est financé à 80 % par le SDEPA, l'ADEME et le Département et à 20 % par les

communes. Dans les Pyrénées-Atlantiques, le SDEPA a installé 125 bornes accélérées d'une puissance de 22 kW ainsi qu'une borne rapide sur la commune de Pau. Le maillage est ainsi fait que chaque automobiliste peut trouver une borne tous les 30 km. A ce jour, il existe plus de 600 bornes réparties sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine et installées par le biais des syndicats départementaux. Pour l'utilisateur, deux manières d'accéder à la charge : en tant qu'abonné avec un badge ou sans être abonné en se connectant sur le site [Mobive](http://www.mobive.fr) via un smartphone.

Tous renseignements sur www.mobive.fr ■



LE PONT D'AUTERRIVE RÉNOVÉ ET REMIS EN SERVICE

Le pont d'Auterrive, qui enjambe le gave d'Oloron en direction de Carresse-Cassaber par la route départementale 29, a été officiellement inauguré en mars dernier après 13 mois des travaux. Initialement construit en 1898, l'ancien ouvrage n'était plus adapté aux conditions de circulation actuelles et présentait des faiblesses. L'opération, d'un montant total de 3,45 millions d'euros, a été intégralement financée par le Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques. Le chantier, ralenti par les crues de juin 2018, a notamment permis de désamianter et de réparer la structure métallique et de refaire le revêtement du tablier. Au total, 13 000 kg d'acier et 11 500 boulons ont été nécessaires à cette rénovation.



Les équipes du SDSEI de Bayonne lors d'une action de prévention des violences faites aux femmes.

FAMILLE

VIOLENCES CONJUGALES : MIEUX COMPRENDRE POUR AGIR VITE

POUR AIDER EFFICACEMENT LES FEMMES VICTIMES, LES PROFESSIONNELS SE CONCERTENT ET SE FORMENT, COMME C'EST LE CAS À BAYONNE. TÉMOIGNAGES.

En France, chaque année, quelque 220 000 femmes sont victimes de violences physiques et sexuelles commises par leur conjoint ou ex-conjoint. Des violences qui ont aussi des conséquences graves sur la cellule familiale et sur les enfants. Le Département, dont l'une des missions est la protection de l'enfance en danger, est mobilisé pour offrir une porte de

sortie aux femmes et aux mères enfermées dans cette spirale infernale. À Bayonne, au sein du Service Départemental des Solidarités et de l'Insertion (SDSEI), les équipes sont tout particulièrement à l'écoute des signaux envoyés par les femmes en détresse. Encore faut-il pouvoir décrypter ces messages. Car les violences conjugales sont sous-tendues par des mécanismes psychologiques souvent

complexes qu'il est important de comprendre pour bien interpréter certains comportements. « Il arrive que des professionnels qui ont accompagné une femme à sortir de la sphère de la violence admettent mal que cette personne retourne vivre auprès d'un conjoint maltraitant. Or, c'est souvent au terme de huit aller-retour qu'une femme violente va quitter pour de bon le domicile », explique Maïder Infante,

psychologue au SDSEI de Bayonne. Avec ses collègues, elle a assisté en 2018 à un module de formation dispensé par le centre hospitalier de Bayonne et portant sur le repérage des violences conjugales. Un enseignement très utile pour comprendre les victimes. Celles-ci ont par exemple tendance à manifester des signes de dissociation traumatique. Lorsqu'elles font le récit des coups ou de la pression psychologique subis, elles peuvent alors adopter un ton froid, parfois très détaché. Les professionnels non préparés à ce comportement arrivent à douter du témoignage de la victime. « Chez ces femmes, le cerveau opère une sorte de protection naturelle qui, après un traumatisme, les place dans un état qui les coupe de leurs émotions. Elles peuvent aussi développer un état de stress post traumatique comme on le décrit par exemple chez les soldats de retour d'opérations très dures », souligne Isabelle Roques, pédiatre au sein du SDSEI de Bayonne.



PAROLE D'ÉLUE

« Parler sauve... Lever la loi du silence qui condamne les femmes victimes de violences, à la perte d'elle-même jusqu'à un point de non retour parfois... Parce que les enfants, en première ligne, sont des victimes directes de cette violence quotidienne (les recherches neuroscientifiques le prouvent), nous devons absolument agir pour prévenir. En formant nos équipes des SDSEI, en nommant les violences verbales, psychologiques, physiques comme inacceptables, en aidant les victimes à les dénoncer, nous participons à sauver les femmes et les enfants d'aujourd'hui et aussi les adultes de demain. Car il n'y a pas de petites violences... toutes portent atteinte à la dignité et à l'intégrité de la personne. »

Annick Trounday Idiart, conseillère départementale de la Montagne basque, déléguée à l'enfance, à la famille, à la prévention et à la santé

Parler le même langage

Stéphanie Escandell, assistante sociale dans ce même service, compte poursuivre cette formation. Son objectif est d'approfondir sa connaissance de ces phénomènes mais également de mieux connaître les partenaires amenés à intervenir lorsqu'une femme décide de parler. « Dans ce cas, il faut aller vite. Notre mission alors est de coordonner les parcours, d'accompagner les victimes et de les mettre à l'abri dans un hébergement d'urgence. Cela se fait avec d'autant plus d'efficacité que nous connaissons les acteurs à mobiliser et que l'on partage une lecture commune de ces situations. » Il est devenu primordial que les médecins, puéricultrices et sages-femmes du service de protection maternelle infantile (PMI), les psychologues, ou bien encore les assistantes sociales parlent le même langage. Désormais, c'est tout une chaîne d'action qui se met en place pour un travail plus efficace : hôpital, police, justice, associations d'aide aux victimes, CPAM, Éducation



Maïder Infante, psychologue, et Isabelle Roques, pédiatre au SDSEI de Bayonne, se sont formées à la détection et aux mécanismes des violences conjugales.

nationale, médecins traitants, personnels des crèches et du logement d'urgence, sans oublier les services départementaux. L'an dernier, 314 professionnels, tous secteurs confondus, ont assisté à quatre modules de formation mis en place par l'hôpital de Bayonne. Objectif : améliorer le repérage et l'orientation des femmes en détresse.

« En 2015, j'avais déjà suivi un colloque du Centre d'information sur les droits des femmes. Depuis, lors de mes entretiens avec des femmes enceintes, la question d'éventuelles violences fait systématiquement partie des antécédents



que j'évoque avec elles, au même titre que le tabagisme ou l'alcool. Je m'aperçois que le fait d'en parler ainsi est bien mieux vécu par les futures mamans. Or, le droit français reconnaît aux femmes enceintes le statut de personnes vulnérables, c'est pourquoi il nous appartient de faire une information préoccupante si nous estimons qu'il y a un danger », explique Anne-Marie Busselier, sage-femme à la protection maternelle et infantile (PMI) de Bayonne. Une culture commune de ces situations s'établit aujourd'hui entre tous les professionnels qui ont à cœur de venir en aide aux femmes et aux enfants. ■

► UNE UNITÉ D'ACCUEIL

Le Conseil départemental participe au financement d'un projet d'unité de victimologie au sein du centre hospitalier de la Côte basque. Cette unité accueillera les familles. Pour la conseillère départementale Annick Trounday Idiart, « c'est bien là le rôle essentiel de notre protection maternelle et infantile et de ses acteurs qui œuvrent au quotidien dans l'accompagnement des parents et des enfants en détresse ».

Collectées par les deux antennes départementales de la Banque alimentaire, les denrées sont ensuite distribuées dans toutes les Pyrénées-Atlantiques au travers de 75 points gérés par des associations.



ASSOCIATIONS

L'AIDE ALIMENTAIRE CHERCHE DES BÉNÉVOLES

Dans tout le département, une pléiade d'associations assurent la distribution de denrées aux personnes en difficulté. Un dispositif qui fonctionne grâce aux bonnes volontés

Dans le département, la Banque alimentaire chapeaute 75 points de distribution gérés par des associations. Parmi celles-ci, certaines sont bien connues, comme la Croix-Rouge, le Secours populaire, le Secours catholique ou les Restos du Cœur, d'autres sont de plus petites structures. Toutes partagent un point commun : leur action n'est possible que grâce à l'engagement des bénévoles. Pour leur rendre hommage, les deux Banques

alimentaires du Béarn et du Pays basque ont organisé, avec le soutien du Département, deux « journées des bénévoles », le 24 janvier à Cautios-Loos et le 6 février à Bayonne. Occasion de les remercier pour leur engagement, ces journées l'ont aussi été de rappeler combien il est difficile, mais vital, pour ces associations, de recruter et de fidéliser des bénévoles.

Ces manifestations ont rassemblé plus de 200 personnes, engagées dans les associations pour la plupart, mais aussi travailleurs sociaux de

diverses structures et élus des territoires, dont les conseillères départementales Anne-Marie Bruthé, déléguée à l'insertion, et Geneviève Bergé, déléguée au handicap.

Echanges féconds

Après la projection d'un film présentant des expérimentations dans trois lieux d'accueil, des tables rondes ont donné la parole à des acteurs du terrain. D'anciens bénéficiaires ont

aussi témoigné de leur expérience et de leur choix de s'engager en tant que volontaires pour offrir à d'autres l'aide qu'ils avaient eux-mêmes reçue. Dans l'après-midi, des intervenants du Point d'appui local à la vie associative (PALVA), une structure spécialisée dans la formation et l'accompagnement des associations, ont présenté des pistes pour le recrutement et la fidélisation de bénévoles. Les échanges avec la salle, féconds et passionnés tout au long des deux journées, sont révélateurs de l'intérêt suscité par les initiatives proposées et du désir de chacun de profiter de l'expérience des autres.

Une grande modernité

Les bénévoles sont de plus en plus âgés, pour un travail physiquement exigeant et quotidien. Car, comme le dit un des participants, il ne s'agit pas d'un « *engagement Post' It* » : l'aide alimentaire ne peut pas être interrompue.



Deux journées des bénévoles étaient organisées en début d'année à Bayonne (photo) et Caubios-Loos.

UN ACCUEIL INCONDITIONNEL

Les Banques alimentaires ne distribuent pas directement des denrées aux personnes dans le besoin : fondé sur l'engagement bénévole également, leur rôle est de collecter ces denrées puis de les distribuer aux associations partenaires. Celles-ci ont des fonctionnements variés : colis, épicerie sociale, gratuité, participation solidaire...

Afin d'assurer une cohérence de l'offre d'aide alimentaire, le Département a proposé une charte en 2014. Signée par la quasi-totalité des associations, celle-ci établit quelques grands principes : par exemple, l'accueil inconditionnel du public et la nécessité pour les personnes accueillies d'être orientées par un travailleur social (sauf cas d'urgence naturellement), mais aussi la liberté associative qui permet à chaque structure de définir elle-même son fonctionnement.

Mais s'il fallait ne retenir qu'un mot pour saisir le point commun de toutes les actions évoquées, c'est incontestablement « modernité » qui viendrait à l'esprit : chacune des associations représentées déploie des trésors de créativité pour s'adapter au mieux aux besoins particuliers de son territoire, pour apporter le meilleur service aux bénéficiaires, dans le respect de la personne.

Ainsi, trois grandes priorités se dégagent des échanges : l'équilibre budgétaire, l'équilibre alimentaire et la lutte contre le gaspillage. Face à des bénéficiaires qui expliquent qu'ils ne prennent pas de légumes parce qu'ils ne savent pas comment les cuisiner, une association a mis en place des ateliers de cuisine, pour éviter les pertes et pour que chacun sache confectionner des repas bons et équilibrés. D'autres proposent à leurs bénéficiaires de créer un jardin solidaire. Chaque association a présenté la recette employée pour mettre en place ces dispositifs. ■



À Mouréns, Ciel Garage, que bén û serbici de lougådje d'otos à méndrè prêts.

BÉARNAIS, GASCON, OCCITAN GRAPHIE FÉBUSIENNE

Enserciôu : Ciel, lou behicule souciau

Tout lou moundè n'an pas ûe oto. Quoan èt en rèyte e que demourat en quàuquè parsâ chéns carréy enta tous e cadû, quin e cau ha t'ana tau tribalh, ta û ententièn ta trouba empléc, ou gaha-s gn-àutè sabé-ha ? À Mouréns, la soucietau d'enserciôu Ciel que prepaue despuch de juin passat û serbici de lougådje d'otos à méndrè prêts. Ciel Garage qu'éy ta moundè de méndrè rebiengut e encarsats cap ûe afranquide d'enserciôu professionnau : beneficiàris deu RSA, tribalhàyrès enterimàris, participans au *Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (Plie)*. « *Aquéth serbici qu'a ûe bertadère toucade economique e souciau sus lou noustè parsâ. Que da corde à las camades e que tire tabé las trabes psicologiques ou culturaus ligades au poudè de mauta-s* » ci dits Josiane de Boada, codirettrice deu Ciel. Las demandes de lougådje que soun hèytes per las missiôus deus parsâs, lous Plie, l'Agefiph (Enserciôu professionnau deu moundè handicapats), lou Founs d'ayude souciau deu tribalh tempouràri, lous SDSEI deu Departamèn. Aquéths prescriptous que paguen amasse lou sistèmi. Suban ço qui cadû e pot, lous prêts que-s jumben entèr 2 e 19 € per die de lougådje. Ciel Garage que prepaue tabé û serbici de reparaciôu souldàri e encoère, que dispause d'û trentenat d'otos de méndrè force. Que pòden louga-s à Mouréns, tau coum auprès de partenàris à Aulouroù Sènte-Marie, Ortès, Salies e Mauliôu. Las otos que proubiènèn sustout d'ûe lèche de l'enterprèse Enedis, hilhoutade tirade d'EDF, més tabé de moundè à despart. L'ahup qu'éy toustém de oéy.
www.ciel64.fr

Insertion : Ciel, le véhicule social

À Mourenx, l'association Ciel propose un service de location de voitures. Il s'adresse aux personnes à faibles revenus qui sont engagées dans une démarche d'insertion professionnelle. Les demandes doivent être effectuées par les missions locales, les Plie, l'Agefiph (insertion professionnelle des personnes handicapées), le Fonds d'action sociale du travail temporaire ou les SDSEI du Département. Le tarif varie de 2 à 19 euros par jour, en fonction des situations. Des voitures sont également disponibles à Mauléon, Oloron, Orthez et Salies.

France Alzheimer rompt l'isolement des familles

L'association multiplie les initiatives pour soulager les proches des personnes atteintes par la maladie. Un ballon d'oxygène.

La maladie d'Alzheimer n'isole pas seulement les personnes qui en sont atteintes. Les très proches se trouvent souvent happés par la surveillance constante d'une personne qui perd peu à peu ses repères. Pour ceux que l'on nomme les aidants, la fatigue physique et la détresse psychologique s'ajoutent à l'incompréhension que suscite la maladie.

Afin de rompre cette spirale, France Alzheimer Pyrénées-Atlantiques met en place des solutions qui libèrent les aidants et leur permettent de souffler. Un véritable ballon d'oxygène pour ces familles. Mais l'association ne s'arrête pas là. Elle propose aussi des animations et des ateliers auxquels participent, ensemble, les malades et leurs proches.

La force de cet accompagnement réside dans les moyens professionnels mis en œuvre. Une formation gratuite de 14 heures est ainsi proposée aux aidants, avec l'intervention de psychologues cliniciens et de bénévoles formés à ces problématiques. Des modules très pédagogiques permettent ainsi de mieux comprendre la maladie ou d'apprendre à réagir face à des situations inattendues.

Des moments de bonheur

Patrick Batut a suivi l'un de ces stages. Il n'a pas eu à se soucier de l'organisation. La formation s'est tenue à l'accueil de jour de Sévignacq, lieu déjà fréquenté par son épouse, atteinte d'Alzheimer. Celle-ci a ainsi participé aux activités proposées par l'équipe de l'accueil de jour, tandis qu'il suivait pour sa part les différents modules, à quelques mètres de là.

Ce retraité a aussi été l'un des premiers à s'inscrire aux séjours-répît imaginés par France Alzheimer, à Cambo-les-Bains. « *Tout repose sur des équipes d'une très grande qualité pro-*



« Chantons ensemble » est l'une des activités mensuelles de France Alzheimer Pyrénées-Atlantiques.

fessionnelle », souligne-t-il. « *Durant quatre jours, les aidants bénéficient d'un peu de répit avec des temps de massage ou de sophrologie, ou encore avec des groupes de parole. Nos proches ne sont pas loin et ils sont eux-aussi aux petits soins. Puis nous nous retrouvons pour les repas et les activités en commun. Mon épouse, qui était réticente à l'idée de ce séjour, a finalement beaucoup apprécié* », témoigne Patrick Batut.

Un projet de maison

Atelier convivialité, café mémoire Alzheimer, ateliers musicaux, sorties culturelles... l'association multiplie les initiatives pour les aidants et les malades. Elle s'appuie pour cela sur des bénévoles formés par des professionnels de santé. Les bienfaits sont immenses. « *Dans les ateliers « Chantons ensemble », des personnes malades sont accompagnées par une musicienne professionnelle et elles se prennent au jeu, souvent au grand étonnement des proches. On se rend alors compte que les malades d'Alzheimer ont toujours accès à leurs émotions. Ce sont des moments remplis de tendresse et de douceur* », explique Hélène Delmas, bénévole de l'associa-

tion. Après une période de déni de la maladie de son mari, Gisèle Fiolet a commencé à se rendre aux groupes de parole France Alzheimer. Elle a vécu une libération. « *J'y ai trouvé une écoute. J'ai appris à lâcher prise et à faire, pour la première fois de ma vie, état de mes sentiments. Libérer ainsi la parole a été extrêmement bénéfique pour moi et ce que j'avais à dire faisait aussi écho chez d'autres personnes. Avec le recul, cette épreuve et l'accompagnement de l'association ont fait de moi une autre personne* », estime Gisèle Fiolet. France Alzheimer Pyrénées-Atlantiques, que le Département soutient depuis sa création pour l'ensemble de ses actions, porte aujourd'hui un projet de maison d'accueil. Celle-ci abritera la totalité des activités de l'association. Un cocon bienveillant où les familles et les malades pourront vivre des moments de répit, de repos et d'échange, dans une sérénité retrouvée.

A noter que l'association organise une rencontre publique avec Colette Roumanoff, auteure du blog Bien vivre avec Alzheimer, le 6 juin à 18 heures à l'université de Pau. Par ailleurs, l'association fait savoir qu'elle cherche toujours de nouveaux bénévoles. ■

Contact : 05 47 92 19 05

A la maison de santé pluridisciplinaire de Lembeye. Désormais, quatre médecins généralistes assurent les consultations.



TERRITOIRE

LES CAMPAGNES RETROUVENT LA SANTÉ

Le Département et l'Agence régionale de santé mettent en place des actions pour favoriser l'installation de jeunes praticiens en zones rurales. Premiers résultats positifs dans le nord-est des Pyrénées-Atlantiques.

Dans le nord-est du département, dans le canton des Terres des Luys et Coteaux du Vic-Bilh, la communauté de communes des Luys-en-Béarn, au centre de laquelle se trouve la commune de Garlin, a connu ces derniers mois un changement qui améliore d'ores et déjà le quotidien de ses habitants. Sa maison de santé pluridisciplinaire (MSP), où n'exerçait plus qu'un seul médecin généraliste l'an dernier, en compte désormais quatre. Faire venir des médecins a longtemps été un casse-tête pour les zones rurales. « *Il ne suffit pas de construire des maisons de santé pour y attirer des médecins* », rappelle ainsi Charles Pelanne, Vice-président du conseil départemental, délégué au développement et à l'attractivité du territoire. Comment a-t-on, dès lors, inversé la tendance et réussi là où tous les plans nationaux avaient auparavant échoué ? « *Nous nous devons d'être solidaires de tous les territoires et de tous leurs habitants. C'est notre mission première. Même si nous n'avons aucune obligation légale d'intervenir dans le domaine de la présence médicale, il nous paraissait être de notre devoir d'agir afin d'assurer cette présence médicale dans les secteurs les plus menacés. Nous avons donc décidé d'aller au-delà de nos obligations réglementaires afin de mener une politique volontariste de renouvellement des médecins généralistes dans ces territoires vulnérables* », explique l'élu. L'esprit de partenariat et de coconstruction a joué un rôle primordial. « *Ce travail n'aurait pas été possible sans la participation des communautés de communes et des professionnels de santé* », met en avant Charles Pelanne.

« Possibilité d'agir »

A une trentaine de kilomètres de Garlin, dans la communauté de communes du Nord-Est Béarn, les habitudes ont également changé avec l'arrivée de nouveaux médecins généralistes. A la maison de santé pluridisciplinaire de Lembeye, fini les heures à patienter en salle d'attente. Fini les trajets de 20 ou 30 km pour une consultation médicale. Désormais, c'est une équipe de quatre praticiens qui est en place. Elle complète les services des kinés, dentistes, pédicure, audioprothésiste ou infirmiers, pour n'en citer qu'une partie, déjà installés ici. Il y a deux ans à peine, on ne comptait que deux généralistes. « *Avant, il arrivait qu'on ne puisse pas avoir de consultation en temps voulu alors qu'aujourd'hui il y a toujours un médecin pour vous recevoir* », se réjouit cette habitante de Luc-Armau, à une poignée de kilomètres du cabinet médical, et venue ce matin-là pour un rendez-vous avec son généraliste. Dans la salle d'attente, les commentaires sont unanimes. « *Aujourd'hui, pour une urgence, on est sûr d'avoir un premier rendez-vous avant midi. Avant, il fallait parfois attendre trois jours ou se rendre à Ger ou à Tarbes* », dans les Hautes-Pyrénées, fait remarquer un autre patient. « *Les rendez-vous se prennent maintenant à l'avance mais, au*

UNE MISSION NOUVELLE

Le Département peut désormais accompagner l'installation des médecins généralistes, comme le définit le schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public (Sdaasp), signé avec l'Etat. Il participe, au sein d'un collectif d'acteurs, aux actions favorisant une offre de soins dans les territoires vulnérables. L'Agence régionale de santé (ARS) reste cependant maître de la mise en œuvre des politiques de santé publique.

DES ZONES PRIORITAIRES

Selon l'Agence régionale de santé (ARS), seuls les secteurs de Garlin et Lembeye étaient considérés comme étant en voie de désertification médicale. Les bassins de vie de Bayonne, Pau et Nay bénéficient pour leur part d'une présence médicale « satisfaisante ». Le reste du département est en situation de fragilité. Les zones d'aide à l'installation des médecins généralistes concernent ainsi 450 communes des Pyrénées-Atlantiques, sur les 546 que comptent le département.

686 MÉDECINS DANS LE 64

On compte 686 médecins généralistes dans les Pyrénées-Atlantiques, selon les données établies en juin 2018. La question du renouvellement de ces professionnels se pose à court terme, en milieu rural mais également dans les agglomérations, 62,8 % d'entre-eux étant âgés de plus de 50 ans.

LES DEUX MAISONS DE SANTÉ ACCUEILLEN CHACUNE QUATRE MÉDECINS GÉNÉRALISTES, ALORS QU'ELLES N'EN COMPTAIENT QUE DEUX IL Y A UN AN

final, c'est plus rapide et tout le monde est globalement satisfait », confirme une résidente de Cadillon, à 10 km d'ici. Les visites à domicile sont désormais exclusivement réservées aux personnes ne pouvant pas se déplacer. L'opportunité de passer à l'action a été saisie avec le schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services publics (Sdaasp), signé fin 2017 entre l'Etat et le Département. Ce document pose comme priorité la lutte contre la désertification médicale des zones rurales. Autre facteur : les dernières politiques mises en place à l'échelle hexagonale offrent désormais une importante marge de manœuvre aux territoires pour ce qui concerne leur organisation en matière de présence médicale. Ainsi, le plan national Ma Santé 2022 ouvre la porte aux expérimentations locales et conforte le rôle de l'Etat, de l'ARS et de l'Assurance maladie dans l'accompagnement des initiatives locales. « *La possibilité de s'appuyer davantage sur des dynamiques qui partent des territoires a été saisie, encouragée et accompagnée* », souligne Marie-Isabelle Blanzaco, directrice de la délégation départementale de l'Agence régionale de santé (ARS)¹. Autrement dit, la collectivité départementale peut désormais agir sur le terrain de la santé alors que celui-ci était jusqu'ici exclusivement réservé à l'Etat. Le Département, en copilotage avec l'ARS, a ainsi pu mener des expérimentations dans les territoires des communautés de communes des Luys-en-Béarn (Garlin) et du Nord-Est Béarn (Lembeye), et ce en étroite collaboration avec ces collectivités qui ont joué un rôle actif et primordial dans la démarche, afin d'y favoriser la venue de médecins généralistes. Ces deux bassins de vie sont classés en zone d'intervention prioritaire par l'ARS. Ils ont donc logiquement bénéficié de ce premier essai.

Dans ce laboratoire d'innovations, des nouveaux modes de faire ont été mis en place et les pratiques ont été harmonisées. On a établi un diagnostic de l'offre de soins, identifié les attentes des médecins, construit un collectif d'acteurs, mis en place une gouvernance qui associe au même niveau élus, acteurs publics et médecins. « *Avec tous*



Le D^r Nancy Ludeña-Latapie lors d'une consultation à la maison de santé de Lembeye.

nos partenaires, professionnels de santé et acteurs des territoires, nous avons voulu produire et penser ensemble des solutions adaptées, simples et pragmatiques, au service d'une politique publique et d'un projet commun. Notre objectif est de proposer des solutions sur mesure, à la fois aux territoires et aux médecins généralistes », précise Thierry Carrère, conseiller départemental délégué à l'aide aux collectivités et à l'ingénierie territoriale. Pour le territoire de Garlin, par exemple, un statut dérogoire a été obtenu pour l'installation d'un médecin généraliste associé. Des solutions ont de même été apportées pour moderniser l'informatisation de la maison de santé. Des recherches ont été initiées pour l'installation

de jeunes médecins en leur associant un maître de thèse. Une ingénierie financière a été mise en place.

« Une offre pertinente d'accès aux soins ne peut se développer qu'à partir du terrain, en prenant en compte les besoins spécifiques des populations mais aussi des professionnels de santé », indique le D^r Lionel Duisit. Installé à Montaut, ce médecin généraliste et maître de stage des universités a tenu à apporter au collectif départemental son expérience du développement de la présence médicale dans les territoires, acquise notamment dans la plaine de Nay où un système hybride entre maison de santé et cabinet libéral a été mise en œuvre. « L'organisation doit être bien pensée, en accord avec les collectivités locales concernées, car c'est elle qui préoccupe les professionnels », rappelle-t-il.

Une boîte à outils

Le Département et l'ensemble des partenaires ont co-construit une boîte à outils qui permet d'anticiper le renouvellement des médecins généralistes et de répondre à une mission d'intérêt général de service à la population. Baptisée Présence médicale 64, elle comprend notamment le démarchage des étudiants en médecine, l'accompagnement du conjoint dans sa recherche d'emploi, le développement de la télémédecine, l'accès aux formations ainsi qu'un accueil unique personnalisé pour chaque médecin arrivant. Cette trousse a été pensée pour supprimer les obstacles qui se dressent sur la route des médecins souhaitant rejoindre les zones rurales. « Pour ces jeunes médecins, les freins à l'installation sont souvent l'éloignement et le travail du conjoint », estime le D^r Jean-René Brana, généraliste de la maison de santé de Garlin. Acteur de la nouvelle dynamique qui se met en place, il



Le D^r Clément Dumas, lors d'une visite au domicile de l'un de ses patients.



PAROLE D'ÉLU

« Le travail que nous avons effectué collectivement dans le cadre de Présence médicale 64 a porté ses fruits dans deux territoires de communes qui étaient extrêmement fragilisés dans ce domaine. C'est une très bonne chose. Mais, ce qui est tout aussi important, c'est que l'expérience que nous avons acquise ici va pouvoir être dupliquée ou tout au moins nous servir de cadre pour mener des actions similaires partout ailleurs où cela sera nécessaire. Dans les années à venir, du fait du départ à la retraite de la majorité des médecins généralistes aujourd'hui en activité, la question de leur renouvellement se posera un peu partout, y compris dans les grandes agglomérations. Et c'est aussi dans cette optique que nous envisageons Présence médicale 64. »

Thierry Carrère, conseiller départemental délégué à l'aide aux collectivités et à l'ingénierie territoriale

a bénéficié d'une formation qui lui permet désormais de recevoir des internes en stage de 3^e cycle (Saspas), ces étudiants étant pressentis pour s'installer ensuite en zone rurale. C'est le cas de Marjorie Mathieu-Poublan. « C'est important que le D^r Brana ait pu m'accueillir en stage. Ainsi, je vais pouvoir commencer à exercer comme interne à la maison de santé et assurer des consultations, pour ensuite m'installer ici », explique-t-elle.

Arrivé en janvier dernier à la maison de santé de Garlin, le D^r Pierre Truong est un ancien urgentiste qui souhaitait « changer de registre et de rythme de travail ». « Savoir qu'on va être aidé est très important, notamment sur le plan administratif où le parcours est très long pour tout faire valider », souligne le médecin.

La réussite du projet tient pour beaucoup aux solutions sur mesure apportées aux médecins. Ces derniers ont d'ailleurs été placés au cœur de la démarche de concertation. « La maison de santé de Lembeye était fonctionnelle et offrait de nombreuses facilités d'installation, très appréciables. La communauté de communes a par exemple assuré l'équipement de mon bureau et m'a exonéré de six mois de loyers », indique ainsi le D^r Clément Dumas, arrivé en novembre 2017. Dans le cadre de son installation, le D^r Florent Cazaux-Lerou, fraîchement arrivé en septembre dernier à Lembeye, a signé un contrat d'aide à l'installation médicale (CAIM) avec la Caisse primaire d'assurance maladie. « Ce dispositif apporte une aide financière non négligeable », souligne-t-il.

« C'est une révolution »

Le D^r Nancy Ludeña-Latapie est l'une des deux médecins nouvellement installés dans la maison de santé de Lembeye. « Une coordination était nécessaire en amont du projet pour assurer sa viabilité car, même si elles se ressemblent, chaque maison de santé possède ses propres caractéristiques. Il y a eu une très grande volonté de la part des élus et de tous les partenaires pour aboutir à ce résultat », témoigne-t-elle pour sa part.

La qualité de l'environnement de travail constitue l'un des facteurs déterminants de l'installation des jeunes praticiens. « Je ne me voyais pas m'installer seule et je cherchais une maison de santé. En début de carrière, c'est important de pouvoir travailler en équipe et de pouvoir échanger sur des cas de patients et, s'il y a un



PAROLE D'ÉLU

« Le dispositif Présence médicale 64 est un grand pas en matière d'implantation de services de santé dans les territoires ruraux fragilisés. Tous les habitants peuvent ainsi facilement accéder à la consultation de médecins généralistes, quel que soit l'endroit où ils résident. Si nous avons pu concrétiser ces objectifs, c'est bien grâce à un important travail collectif dans lequel se sont profondément investis les communautés de communes et les professionnels de santé, aux côtés de l'Agence régionale de santé et du Département. C'est en prenant en compte les réalités locales et en répondant au mieux aux besoins de chacun que nous avons pu ensemble trouver des solutions. C'est un très bel exemple d'intelligence territoriale qui, de plus, nous servira pour l'avenir. »

Charles Pelanne,
vice-président du conseil départemental, délégué au développement et à l'attractivité des territoires

problème, d'en discuter », met en avant Marjorie Mathieu-Poublan. « Nous échangeons beaucoup, même en dehors des réunions d'équipe et il n'est pas rare que l'on frappe en direct à la porte d'un collègue pour demander son avis lors d'une consultation », fait savoir le D^r Clément Dumas. « De la même manière, on travaille très bien avec



Une partie des médecins généralistes de la maison de santé de Garlin : Jean-René Brana, Margaux Ménard-Bourguinat et Pierre Truong.

les kinés, podologues, infirmiers et tous les professionnels de santé », poursuit le jeune médecin.

La complémentarité des spécialités est également louée par Nancy Ludeña-Latapie. « La maison de santé favorise un travail plus dynamique avec les autres professionnels. Nous sommes par exemple en relation directe avec le service de soins infirmiers à domicile, ce qui permet un meilleur suivi des patients. Ce contact favorise aussi une meilleure information de proximité. Un signalement de problème se fait par exemple plus rapidement », souligne la médecin. Et de résumer : « L'organisation est meilleure et plus efficace », résume-t-elle. Sans oublier que la prévention est entrée dans la pratique des jeunes médecins qui s'astreignent à un suivi de leur patient, notamment par le biais d'examens de santé réguliers. « C'est une autre vision de la médecine et c'est une révolution », n'hésite pas à dire Nancy Ludeña-Latapie.

S'ils louent l'esprit d'équipe et l'organisation plus efficace des maisons de santé, tous ces médecins mettent également en avant leur rapport avec « une patientèle sympathique » de laquelle ils se sentent plus proches. Quelque chose est aujourd'hui en train de changer au pays de la médecine de campagne. « Nous sommes plus nombreux à vouloir nous installer en milieu rural », estime Clément Dumas au regard de sa promotion de l'université de médecine de Toulouse. « Le facteur déterminant de l'installation des médecins en milieu rural est celui de l'environnement de travail », insiste-t-il. Lui, en tout cas, ne doute pas. « J'ai fait le bon choix. Je me plais ici. » ■

NOUS SOMMES PLUS NOMBREUX À VOULOIR NOUS INSTALLER EN MILIEU RURAL

(1) Les agences régionales de santé sont des établissements publics administratifs de l'Etat. Elles sont chargées de la mise en œuvre des politiques de santé dans les régions.

Quatre actions pour la santé

EXPÉRIMENTER POUR DUPLIQUER ET ADAPTER

Le Département et l'Agence régionale de santé ont choisi d'expérimenter de nouvelles méthodes de travail afin de mieux appréhender le phénomène de la désertification médicale dans les campagnes. Menée depuis plus d'un an dans les territoires de Garlin et Lembeye, dans le nord-est du département, cette expérimentation, dont les premiers résultats s'avèrent positifs, permettra de dupliquer ce qui marche et d'acquérir de l'expérience afin de bâtir des politiques efficaces de renouvellement des médecins généralistes, adaptées à chaque territoire.

PARTAGER COMPÉTENCES ET MOYENS

Le partage des compétences et des moyens est au centre de la démarche d'attractivité médicale : représentants des collectivités

territoriales, pouvoirs publics et acteurs privés de la santé ont décidé de se rapprocher afin de travailler plus efficacement, ensemble. Cette méthode de travail innovante, basée sur l'écoute et le dialogue, offre des solutions adaptées aux besoins des parties prenantes. La mutualisation des moyens humains et financiers, notamment par le biais de regroupements de professionnels de santé, est une autre clé de la réussite de cette nouvelle présence médicale.

CRÉER DE L'INTELLIGENCE POUR LES TERRITOIRES

Depuis l'an dernier, le Département propose une offre d'ingénierie territoriale aux collectivités des Pyrénées-Atlantiques. Il met à leur disposition son savoir technique dans des domaines aussi variés que la voirie, l'habitat, l'eau, l'assainissement, la culture, la solidarité ou la biodiversité. Il s'agit aujourd'hui d'aller au-delà

de cette ingénierie pour créer de l'intelligence territoriale. Cette intelligence territoriale consiste à mobiliser les compétences de tous



les acteurs d'un territoire dans un domaine donné. L'objectif est de faire ensemble, dans le respect des prérogatives de chacun, pour trouver des solutions. Cette démarche s'appuie notamment sur l'analyse précise d'une situation, à partir de la production et du partage d'informations.

PROPOSER DES SOLUTIONS SUR MESURE

Afin de produire des solutions adaptées pour les territoires,

chaque partenaire a apporté ses moyens et compétences afin de créer une boîte à outil spécifique, appelée Présence médicale 64. Son objectif est de produire des solutions sur mesure pour les médecins généralistes et les territoires. Parmi ces outils actifs, on trouve notamment le démarchage des étudiants en médecine, l'accueil des internes dans le département lors de leurs stages de formation universitaire, l'accueil de la famille du médecin, le développement de la télémédecine dans les centres de santé, la mise en place d'un service de spécialistes mobiles dans les territoires. La boîte à outil Présence médicale 64 comprend ainsi un total de 13 fiches-action.



PRÉSENCE MÉDICALE 64 : UNE ACTION COLLECTIVE

Le plan Présence médicale 64 définit les actions menées à l'échelle départementale pour faciliter l'installation des médecins dans les zones qui en ont le plus besoin. Il est copiloté par l'Agence régionale de santé (ARS) et le Département. Les médecins généralistes sont placés au centre de ce dispositif. Présence médicale 64 comprend un important volant de partenaires : Ordre des médecins, Caisse primaire d'assurance maladie, Mutualité sociale agricole (MSA), université de Bordeaux, hôpitaux de Bayonne et Pau... Organismes de formation et associations de citoyens sont appelés à rejoindre le projet. Aussi, une convention tripartite a été signée entre le Département et les communautés de communes des Luys-en-Béarn (Garlin) et du Nord-Est Béarn (Lembeye), afin de mener des expérimentations dans ces bassins de vie.



Patrick Drahi, Alain Weill, Pdg d'Altice France, le président Jean-Jacques Lasserre, Valérie Cambon, conseillère départementale, et Véronique Lipsos-Sallenave, vice-présidente du conseil départemental, dans les locaux de la Sogeba, à Pau.

TECHNOLOGIE

FIBRE OPTIQUE : UN CHANTIER HISTORIQUE

Le Département et les intercommunalités ont confié à SFR la délégation de service public qui va permettre de doter tous les foyers et entreprises des Pyrénées-Atlantiques d'un accès au très haut débit numérique.

C'est une signature qui fera date. Le contrat conclu en février entre le Département et SFR, filiale du groupe Altice, va permettre d'engager des travaux afin de doter l'intégralité des Pyrénées-Atlantiques d'un réseau numérique à très haut débit (THD).

Une partie de l'agglomération paloise et le littoral basque sont déjà équipés ou en passe de l'être. Tout le territoire sera ainsi pourvu en fibre optique d'ici 2023. Ce chantier s'inscrit dans une politique globale pilotée à l'échelon national, le plan France Très haut débit, qui prévoit d'équiper, au même horizon, l'intégralité de

l'Hexagone. Ce grand bond en avant en matière d'aménagement public est comparable à celui effectué au début du XX^e siècle pour amener l'électricité dans tous les foyers de France. Le chantier, qui va débuter cet été, est colossal. Il s'agit, dans les quatre années à venir, d'effectuer le branchement de 226 500 prises

optiques dans les Pyrénées-Atlantiques. Ces prises sont plus précisément désignées sous le nom de FTTH, ce qui signifie « fiber to the home », que l'on peut traduire par « la fibre jusqu'à la maison ». Ce qui veut bien dire que tous les foyers et toutes les entreprises du département disposeront des installations qui leur permettront de se connecter au réseau à très haut débit, 60 fois plus rapide que l'ADSL. L'air de rien, ce ne sont pas moins de 15 000 km de câbles qui seront installés.

377 millions d'euros d'investissement

Ces travaux engagent un investissement financier qui s'élève à 377 millions d'euros. Là aussi, les chiffres sont hors-norme. Cette somme représente en effet à elle seule près des trois quarts du budget annuel du Département. Qu'on se rassure cependant. Les collectivités locales des Pyrénées-Atlantiques ne devraient déboursier que 12 millions d'euros, soit 14 % du coût du réseau. Cette facture est partagée entre le Département, pour un montant de 8,4 millions d'euros, et les intercommunalités (EPCI) pour 3,6 millions d'euros. Cet investissement s'étale sur une période de 25 ans, période qui correspond à la durée de la concession de construction et d'exploitation du réseau confié à l'opérateur SFR. Au total, la participation financière publique s'élève à 45 millions d'euros avec les contributions de l'Union européenne, de l'Etat et de la région Nouvelle-Aquitaine.

Patrick Drahi, président du groupe Altice, Alain Weill, Pdg d'Altice France, et Arthur Dreyfuss, secrétaire général de SFR, ont fait le déplacement dans les Pyrénées-Atlantiques, le 7 février dernier, pour parapher le contrat de délégation de service public avec La Fibre64. Ce syndicat réunit le Département et les EPCI pour porter le projet de déploiement du réseau mais également pour développer les usages numériques auprès des habitants. Signe des temps et des horizons désormais ouverts, la signature s'est faite sur une tablette électronique. Elle s'est tenue au Parlement de Navarre, à Pau, en présence du préfet Gilbert Payet, de la sénatrice et conseillère régionale Frédérique Espagnac, du président du Département, Jean-Jacques Lasserre, et des présidents des EPCI des Pyrénées-Atlantiques.

Dans l'après-midi, le président d'Altice et la délégation des signataires ont visité les locaux de l'entreprise paloise de travaux publics Sogeba A3TP, membre du groupement d'intérêt économique Tepco, qui rassemble six entreprises des Pyrénées-Atlantiques. Celles-ci, fortes de plus de 500 salariés, réaliseront le chantier d'installation de la fibre optique dans le département. « Pour un groupe comme le nôtre, c'est une chance de travailler avec des entreprises qui sont plus proches du terrain », a souligné Patrick Drahi. Spécialistes du génie civil, ces sociétés installées aussi bien dans le Pays basque qu'en Béarn, dans



PAROLE D'ÉLU

« Ce chantier du très haut débit, voulu par le Président Jean-Jacques Lasserre, montre que la décision politique et la puissance publique ont un rôle majeur à jouer en matière de développement des territoires et d'emploi. Grâce au contrat signé avec SFR, par ricochet, nous donnons du travail à des entreprises locales qui elles-mêmes vont embaucher. Aussi, nous faisons du THD une opportunité pour les personnes en parcours d'insertion. Et nous travaillons main dans la main avec les acteurs de la formation et de l'éducation pour ouvrir à chacun ces métiers de la fibre. Car tout ne s'arrêtera pas avec le chantier. Des emplois seront notamment créés dans la construction et la maintenance, sans oublier tous les usages qui sont eux aussi porteurs d'avenir. »

Nicolas Patriarche,
conseiller départemental
chargé du numérique

le piémont comme près du littoral, offrent une précieuse connaissance du territoire.

Autre acteur de ce vaste chantier du très haut débit, le groupe Scopelec. Spécialiste des infrastructures numériques, Scopelec fonctionne sous forme coopérative (Scop) et est un acteur de l'économie sociale et solidaire. Avec plus de 3 800 collaborateurs, l'entreprise est la première Scop de France en nombre de salariés. « C'est pour des moments comme ceux-ci que nous faisons ce métier, pour le développement des territoires et pour créer des emplois », a dit Thomas Foppiani, président de Scopelec. Comme le rappelait Patrick Drahi, « plus de 1 000 personnes travailleront à temps plein sur le chantier ».

Des emplois créés

L'emploi est bien l'un des grands bénéficiaires de ce chantier du THD. Quelque 200 emplois doivent ainsi voir le jour dans les Pyrénées-Atlantiques dans les deux ans à venir pour répondre au besoin de main d'œuvre. Sur ce volet, le Département a tenu à aller plus loin en insérant une clause d'insertion portant sur la totalité des missions de SFR. L'opérateur privé s'engage ainsi à assurer 274 685 heures d'insertion et 58 718 heures de formation continue. Pas moins d'une quinzaine d'acteurs se sont engagés à atteindre cet objectif, dont les entreprises signataires, le Département, La Fibre64, la Fédération du bâtiment, Pôle emploi, le Greta... Il s'agit ici d'orchestrer, dans une démarche commune, les dispositifs d'insertion et de formation afin de les mettre en accord avec les besoins du chantier. Dans ce sens, les Greta d'Oloron-Sainte-Marie et de Pau, ainsi que Centre Perf à Tarnos (Landes), proposent déjà des formations à ces métiers de la fibre, métiers ouverts à tous sans qualifications spécifiques.

Ce qui fait dire au président Jean-Jacques Lasserre que ce chantier, sous tous ses aspects, est « une belle ambition collective qui bénéficiera au plus grand nombre ». ■



Fibre optique. Dans les quatre années à venir, 226 500 prises optiques seront branchées dans les Pyrénées-Atlantiques.

BUDGET 2019 : investir pour l'a

LES RESSOURCES

769 MILLIONS D'€



RECETTES DE FONCTIONNEMENT

675

millions d'euros



Fiscalité directe (29 %)

dont taxe foncière sur les propriétés bâties et cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

Fiscalité indirecte (42 %)

dont droits de mutation et taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques

Dotations de l'Etat et allocations compensatrices (22 %)

Autres recettes (7 %)

dont recouvrements des aides sociales, mise à disposition de personnels, participation à la restauration scolaire, résultats antérieurs et crédits européens...



RECETTES D'INVESTISSEMENT

32

dont fonds de compensation de la TVA et subventions diverses d'équipement et autofinancement.

EMPRUNT

62



LES GRANDES



42

TERRITOIRES & ENVIRONNEMENT



- Le train de la Rhune et 2 stations d'altitude générant 262 emplois au total dont 61 CDI et 201 CDD et plus de 70 M€ de retombées économiques
- 530 projets d'équipement des communes et intercommunalités financés
- 78 points de contrôles des eaux souterraines et de rivières
- 48 espaces naturels sensibles ouverts au public
- 2 ports de pêche
- 170 jeunes agriculteurs aidés pour leur installation
- « Manger bio & local, labels et terroir » 150 producteurs locaux engagés pour 2,1 M€ de retombées économiques pour la filière agricole

14

LOGEMENT HABITAT



- 357 ménages aidés dans la rénovation de l'habitat
- 5,7 M€ de travaux subventionnables
- 104 création/maintien d'emplois d'artisans locaux

58

MOBILITÉ



Routes (47 M€)

- 4 500 km de routes départementales entretenus

Nouvelles mobilités et projets structurants

- 16 km de pistes cyclables et piétonnes
- 5 événements vélo grand public
- 1 500 km de sentiers départementaux de randonnées
- **Autres bâtiments**

avenir, dans tout le territoire

LES ACTIONS FINANCÉES

SOLIDARITÉ HUMAINES



370

millions d'euros

Autonomie (185 M€)

- 1 300 personnes accueillies en établissements spécifiques pour personnes handicapées (98 M€)
- 504 personnes handicapées prises en charge en EPHAD
- 2 840 bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap
- 15 406 bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie
- 8 311 lits pour personnes âgées répartis dans 86 établissements

Publics vulnérables (185 M€)

- 14 340 allocataires du RSA

Enfance-famille (86 M€)

- 1 772 enfants accueillis en établissement ou en famille d'accueil
- 4 485 mesures d'aide sociale à l'enfance
- 11 326 consultations médicales pour les enfants de 0 à 6 ans
- 10 819 visites à domicile avant et après la naissance

ÉDUCATION & JEUNESSE



- 340 projets éducatifs et culturels approuvés
- 49 collèges, 20 413 élèves (dont 7 cités scolaires collège/lycée)
- 39 collèges privés avec 10 385 élèves
- 2,6 millions de repas servis par 41 collèges publics
- 5,5 millions d'euros de dotation de fonctionnement aux collèges publics
- 62 conseillers départementaux jeunes
- 11 établissements certifiés « bio engagés »
- 5 600 ordinateurs

28

NUMÉRIQUE

4



MOYENS

120



Participation aux services départementaux d'incendie et de secours (31 M€)

Remboursement de la dette 35 M€

SPORT & CULTURE



- 336 clubs formateurs soutenus pour un budget alloué de 408 981 €
- 1 262 bénévoles sportifs formés

- 249 000 documents à la bibliothèque départementale
- 146 lieux de lecture en réseaux
- 86 000 livres, 12 000 CD prêtés et 120 000 lecteurs
- 25 km d'archives conservées

16

118



PERSONNELS

2281 postes permanents répartis sur 180 sites et rémunérés par le Conseil départemental dont :

- 360 assistants familiaux,
- 416 personnels des collèges,
- 400 agents techniques des routes et du territoire,
- 800 agents des services de la solidarité (insertion, enfance, famille, personnes âgées et handicapées, santé)



Emmanuelle Delsuc lors d'un atelier de portage de bébé, au SDSEI Adour-BAB, à Bayonne, lors de la Semaine de la petite enfance.

Emmanuelle Delsuc, puéricultrice : « Aider les parents, pas les juger »

L'agent du service de protection maternelle et infantile (PMI) fait partie d'une équipe de professionnels qui accompagne les familles et veille sur la santé des enfants.

On pourrait croire que nous sommes là pour juger si les gens sont de bons ou de mauvais parents. » C'est ainsi qu'Emmanuelle Delsuc, puéricultrice du service de protection maternelle et infantile (PMI) du secteur de Bayonne-Boucau, résume l'idée fautive que le grand public se fait parfois de son métier. Quand on lui parle de son métier, elle prévient tout de suite : « Ce n'est pas juste un travail, c'est une passion ». Même sans cette précision, il suffit d'échanger quelques minutes avec elle pour constater la vigueur de cette passion. Dès l'âge de cinq ans, elle voulait exercer ce métier, avant même de savoir le dire. Elle s'émerveille toujours du « mystère de ce qui

se passe dans la petite tête des bébés ». Elle regrette donc que des parents aient l'impression que le but du service PMI soit de contrôler, de surveiller, de séparer les enfants de leur famille. Son travail est au contraire d'accompagner les parents dans l'exercice de leur rôle de parents, de les aider à décoder le langage de leur enfant. « Si l'enfant établit un lien d'attachement de qualité avec ses parents, il ira bien. Rompre ce lien est toujours un dernier recours. »

Une poupée russe

Elle se voit comme une poupée russe : l'enfant est la plus petite des poupées et il doit être entouré par sa mère. Elle-même a besoin d'être entourée

par d'autres poupées : sa propre famille et ses amis quand c'est possible, et si besoin, la puéricultrice qui doit à son tour être entourée par une équipe. Ce travail avec les autres professionnels du Département est fondamental et se déroule en collaboration avec les professionnels de santé du territoire. Ces échanges sont indispensables pour assurer au mieux l'accompagnement des familles, dans le respect et avec leur accord. Les interventions de la puéricultrice de PMI sont variées : actions collectives au sein de lieux d'accueil parents-enfants, consultations avec le médecin dans les locaux du service départemental de la solidarité et de l'insertion (SDSEI) de Bayonne, visites à domicile. Elles sont l'occasion de parler des besoins du nourrisson

mais aussi de ce qu'il est capable de faire. Lors de ces rencontres, la puéricultrice est à l'écoute des parents. Elle intervient aussi dans les écoles maternelles pour faire un bilan de la maîtrise du langage, de l'audition et de la vision, avec un orthoptiste, des enfants de trois et quatre ans. Enfin, elle participe avec un autre professionnel à l'évaluation des situations à risques concernant de jeunes enfants. C'est ce qu'on appelle les situations préoccupantes.

Gérer les pleurs du bébé

Environ un tiers de son temps de travail est ainsi consacré aux 25 à 30 visites à domicile qu'elle assure mensuellement. Ces visites ont lieu majoritairement dans les six premiers mois du bébé et sont l'occasion d'accompagner la rencontre entre des parents et leur nouveau-né. Un des sujets qui revient le plus souvent est celui de la gestion des pleurs du bébé qu'il faut apprendre à décoder comme un moyen de communication. « *Le plus souvent, le bébé qui pleure est un bébé en bonne santé qui cherche à entrer en relation. S'il cesse d'appeler, c'est qu'il a perdu l'espoir d'être entendu.* »

La visite permet aussi de mettre l'enfant sur un tapis pour montrer ses compétences aux parents et leur proposer des activités pour les développer et les stimuler. « *Il est très rare que je les prenne dans mes bras, précise-t-elle, mon rôle est d'accompagner la maman dans sa relation avec son bébé.* »

Elle ajoute : « *La physiologie de ces visites à domicile est très différente selon les besoins du secteur* ». Tous les parents peuvent bénéficier d'aide et de conseils, notamment lors des actions collectives qui sont menées régulièrement par l'équipe, mais le suivi le plus proche est surtout proposé aux plus vulnérables, comme l'explique le Dr Isabelle Roques, médecin de PMI, supérieure hiérarchique de la puéricultrice : « *C'est notre conception de la solidarité : donner plus à ceux qui ont le plus besoin* ». Un problème qui revient très souvent dans les situations à risques est celui des violences conjugales

Pour résumer le rôle de la PMI, elle indique que le temps n'est plus aux injonctions et aux recettes sur ce que les parents doivent faire ou ne pas faire avec leurs enfants. « *Il s'agit d'aider les parents à construire leur confiance en eux, à trouver par eux-mêmes comment se comporter avec leurs enfants.* » Emmanuelle souligne avec un sourire : « *Si je connaissais des recettes, je m'en serais servie avec mes trois enfants !* » ■



Bio express

Née dans le Lot-et-Garonne, Emmanuelle Delsuc grandit en Martinique. Revenue en France, elle suit à Bordeaux des études d'infirmière qu'elle complète par une spécialisation en puériculture. Elle est diplômée en 2002. En Gironde, elle exerce en hôpital et en PMI, puis elle dirige une crèche. En 2011, elle s'installe dans les Pyrénées-Atlantiques. Elle travaille en crèche pendant un an, puis elle rejoint le service PMI du Département, où son poste l'amène à se déplacer dans le Pays basque.



PMI et plus

Emmanuelle Delsuc se souvient d'une visite à domicile, l'été dernier, chez un jeune couple de réfugiés irakiens. Le mari travaillait, la femme, avec son jeune enfant, restait à la maison. Parlant peu le français, elle n'osait pas sortir pour faire les démarches administratives nécessaires. La puéricultrice raconte : « *Mon rendez-vous suivant venait d'être annulé. Je lui ai dit de prendre la poussette et nous avons fait ensemble le tour de Bayonne pour commencer ses démarches et pour lui montrer les arrêts de bus et tous les lieux où elle pourrait trouver du soutien et aller à la rencontre d'autres familles.* »



43 puéricultrices et 22 médecins

Le service départemental de PMI Santé publique se déploie sur 41 points de consultation. Vingt-deux médecins, 43 puéricultrices, 10 sages-femmes, trois orthoptistes et une psychomotricienne, assistés par une dizaine d'agents administratifs, y sont affectés. Les 13 agents de la mission Accueil enfance, qui gère l'agrément des assistants maternels, dépendent aussi de ce service. En 2017, les puéricultrices ont effectué 8130 visites pour 2088 enfants et 1652 consultations en points d'accueil pour 3137 enfants. Cette même année, 5810 naissances ont été enregistrées dans le département.

Le pic du midi d'Ossau vu depuis le lac Gentau.
Le Béarn met en avant une destination
touristique « grandeur nature ».



TOURISME

LE BÉARN S'OFFRE UNE BOUFFÉE D'AIR PUR

Avec « Un air de vacances », le slogan de la destination Béarn Pyrénées évolue. Et propose un bol d'air aux futurs vacanciers.

Le slogan « Vivez l'instant Béarn » a vécu. Place à « Un air de vacances ». Depuis quelques semaines, la destination Béarn Pyrénées, portée par l'Agence d'attractivité et de Développement Touristique (AaDT), a choisi d'ouvrir

portes et fenêtres sur l'environnement naturel béarnais. Mais pas uniquement.

« Cette orientation émane de la volonté de positionner plus clairement le Béarn comme destination touristique, notamment en y accolant le mot vacances », éclairent les responsables

de l'AaDT. Un nouveau slogan qui sera d'ailleurs testé sur le prochain Tour de France et plus particulièrement dans la caravane où la destination Béarn Pyrénées prendra de nouveau place. C'est une destination « grandeur nature » que le Béarn souhaite ainsi promouvoir. En pointant

tout d'abord sa situation géographique privilégiée - dans le Parc national des Pyrénées - et face à l'Espagne qu'elle regarde les yeux dans les yeux. « *C'est une destination idéale où se ressourcer, où goûter à l'art de vivre à la béarnaise et apprécier les bienfaits de sa gastronomie* », pointe l'AaDT.

Histoire et nature

Tous les ingrédients sont sur la table. A commencer par les richesses historiques de ce territoire. La destination Béarn propose ainsi trois villes et pays d'art et d'histoire, des sites classés par l'Unesco (cathédrale d'Oloron, chemins de Saint-Jacques), mais aussi ses enfants illustres : Gaston Fébus, Jeanne d'Albret, Bernadotte... sans oublier Henri IV.

Le « côté nature » est quant à lui en très bonne place, du train d'Artouste aux grottes de Bétharram, en passant par le GR 10 et les cols mythiques régulièrement empruntés par les coureurs du Tour de France ou encore une douzaine de lacs de montagne.

Le « côté bien-être et gastronomie » fait une entrée remarquée dans cette nouvelle incitation à passer ses vacances en Béarn. Les produits phares (fromages et foies gras) tiennent le devant de la

scène tout comme les haut-lieux du thermalisme et de la remise en forme, tout à côté des chefs qui font la renommée de la gastronomie locale.

La destination entend aussi, à l'instar de ses champions (Tony Estanguet, Titouan Lamazou) lancer des « challenges » aux adeptes du kayak, du golf, des circuits automobiles ou des champs de course. Les épreuves sportives nationales et internationales organisées autour de Pau et en Béarn tendent ainsi les bras aux futurs visiteurs.

Enfin, le savoir-faire béarnais, qu'il soit artisanal ou industriel, trouve place dans la proposition de la destination Béarn. Comme une proposition à embrasser la région dans toutes ses composantes économiques, culturelles et touristiques. Aussi, pour donner envie, Béarn Pyrénées met en évidence ses plus beaux lieux d'accueil. Qu'il s'agisse de ses hôtels et chambres d'hôtes, de ses gîtes et sites touristiques, que l'on soit en quête d'instants de pêche ou d'escalade, de sensations fortes en parapente, de randonnées ou de descentes à ski.

Un Béarn Pyrénées grandeur nature qui se décline sur quatre saisons et dont la signature, « Sur un air de vacances », invite à un grand bol d'air pur. ■

www.bearnpyrenees.com



Lors du festival Hestiv'Occ, en 2015, sur le parvis de l'hôtel du Département.

BÉARNAIS, GASCON, OCCITAN GRAPHIE CLASSIQUE

Lo Departament que torna pensar la soa politica lingüística

Mei de dètz ans après « Iniciativa », esquèma fixant las orientacions de la politica lingüística en los Pirenèus-Atlantics, lo Conselh Departamentau que decideish d'actualizar lo programa. En 2017 dejà, qu'avèva contactat UBIC*, un grop d'universitaris, especialista de politica culturau e lingüística, entà realizar ua enquèsta evaluativa e prospectiva de l'esquèma d'amainatjament. Dens aqueth encastre, ua enquèsta sociolingüística sus la preséncia e la percepcion de la lenga bearnesa/gascona/occitana qu'estó miada en 2018. Los resultats qu'an confortat lo Conselh Departamentau dens la soa volontat de contunhar a desvolopar las accions a favor de la lenga e de la cultura occitanas (14 % deus abitants que parlan la lenga - sia 2 % mei qu'a la darrèra enquèsta de 2008, e 82 % que son favorables au son desvolopament). Ua concertacion dab ua seishantena d'actors culturals qu'ei actuament en cors dab quate grops de tribalh : « ensenhar e educar dens la lenga en los Pirenèus-Atlantics » dab discutidas a l'entorn de l'ensenhament de l'escòla dinc a l'universitat en passar peus cors taus adultes, « arrennavir las estrategias de desvolopament deus mèdias e de la produccion audiovisuala e numerica », « difusar la lenga dens lo departament » e « cooperar institucionament », entà imaginar quin las collectivats territorials e pòden bastir amassa e aver dispositius complementaris. Las proposicions sortidas de la concertacion que permetèràn l'elaboracion deu programa de l'accion lingüística entà las dètz annadas a vièner.

* Université Bordeaux Inter-Culture

Iniciativa, nouvelle formule

Le Conseil départemental révisé Iniciativa, le schéma qui fixe les orientations de sa politique linguistique depuis 2005. Une étude évaluative et prospective a été réalisée l'an dernier afin de mesurer l'impact du schéma d'aménagement linguistique dans le département. Une concertation avec les acteurs culturels qui travaillent au développement de la langue béarnaise-gasconne-occitane est actuellement en cours. Elle débouchera sur des propositions qui permettront la rédaction d'Iniciativa 2.



La destination Béarn, c'est aussi l'histoire, avec ses sites classés, ses grands personnages, ses chemins de Saint-Jacques.



Handisport Pays basque œuvre depuis plus de 40 ans dans le département.

LOISIRS

HANDICAP : LE SPORT REPOUSSE LES LIGNES

RUGBY, KARATÉ, CYCLISME, TENNIS, TIR À L'ARC... LES DISCIPLINES OUVERTES AU HANDISPORT ET AU SPORT ADAPTÉ SE MULTIPLIENT DANS LES CLUBS DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES, APPORTANT DES BIENFAITS À LEURS PRATIQUANTS.

Handisport Pays basque est un club phare dans les Pyrénées-Atlantiques et l'un des précurseurs pour les pratiques handisport depuis plus de 40 ans. Affichant 110 licenciés, il ouvre de nouveaux horizons aux personnes en situation de

handicap. Jeunes et moins jeunes ont le choix parmi six disciplines : tir à l'arc, tennis de table, cyclisme, athlétisme, natation, basket. Le club s'est fixé trois axes de travail principaux. La compétition dans laquelle excellent la section basket et l'archer Guillaume Toucoulet, double champion de France 2018. Par ailleurs, le sport

loisir et la sensibilisation du grand public, au travers des animations dans les écoles et les entreprises, occupent une grande partie de l'agenda de l'association.

Fermeement convaincus des multiples bienfaits du sport, les responsables s'emploient à laisser à chacun une chance de s'essayer à la discipline

de son choix par le biais de modules de découverte. « La pratique régulière d'un sport favorise l'autonomie et la récupération musculaire. Passer de son fauteuil à un fauteuil de sport est une gymnastique utile au quotidien pour grimper dans une voiture ou s'installer dans sa baignoire. Et puis, il y a l'aspect psychologique qui entre en jeu. Reprendre confiance en soi passe aussi par l'acceptation et la maîtrise de son corps. Le sport est l'un des meilleurs moyens de s'approprier à nouveau ce corps et peut-être le seul moyen de ne pas le subir », explique Nicolas Bachoffer, président de Handisport Pays basque.



Le karaté pour la confiance

La confiance gagnée au fil des entraînements : c'est à cet étalon que se fie Gilles Pryet pour évaluer ses élèves atteints de troubles autistiques ou de retard mental. Ce karatéka a ouvert en 2010, près de Pau, la Narcastet Académie Karaté. Gilles Pryet et sa femme sont famille d'accueil pour Mathieu, 18 ans, qui souffre d'un léger retard mental. Le garçon dont ils s'occupent au quotidien a progressé grâce à cette discipline sportive rigoureuse. « Dans la vie courante, Mathieu a du mal avec les imprévus. Le karaté lui permet de travailler l'aspect action-réaction et les progrès sont notables en dehors du tatami », se réjouit Gilles Pryet.

Dans son cours, on retrouve aussi Basile Lecéa, 28 ans, atteint de troubles autistiques. Assidu, le jeune homme profite des bienfaits du karaté dans sa vie quotidienne. Le stress a moins de prise sur lui lorsqu'il se trouve confronté à des situations inattendues. « J'ai vraiment senti le moment où Basile a franchi un cap dans sa confiance en lui », dit Gilles Pryet. Depuis peu, l'académie de Narcastet, qui compte 48 licenciés, est labellisée « sport adapté ».

Au rugby, « on produit du jeu »

Le TC Lons, qui s'est ouvert au sport adapté et au handisport, se donne les moyens de ses ambitions avec des instructeurs formés et diplômés en conséquence. Le club veut faire connaître le tennis fauteuil. Cette discipline souffre encore d'un déficit de notoriété alors que, là encore, existent des bénéfices pour les sportifs en situation de handicap.

Florence Camales, en fauteuil après une grave maladie, est entrée au comité directeur du club et s'emploie à faire passer le message (lire aussi en page 4). Autour de Pau, des clubs comme les Archers du Vert Galant, le Réveil savagnonnais section judo ou encore le Tennis club de Denguin font tomber les barrières entre valides et handicapés.

Le surf et le rugby sont aussi de la partie. Le club de la côte basque Aingirak Euskadi entend pour sa part populariser le rugby fauteuil à 13 et faire grossir ses rangs. En son sein se côtoient des personnes amputées, paralytiques, des

PAROLE D'ÉLU

« **Garant des solidarités humaines, le Département soutient les associations sportives. Il travaille tout particulièrement avec le Comité départemental de sport adapté, dont la pratique s'adresse aux personnes atteintes de handicaps mental, psychique ou associé, ainsi qu'avec le Comité départemental handisport, qui concerne le handicap physique et sensoriel. Ces comités encadrent les pratiques sportives des publics handicapés. Ils développent aussi des partenariats avec le secteur sportif traditionnel et avec les établissements sociaux et médicaux-sociaux, afin de proposer dans tout le département une offre variée, adaptée au projet de vie des personnes. Au travers de toutes ces actions, le Département et ses partenaires développent ainsi le sport comme vecteur d'autonomie, d'inclusion, de bien-être et de vivre-ensemble.** »

Bernard Dupont, conseiller départemental délégué aux sports et à l'accompagnement scolaire

infirmes moteurs de naissance et des valides, souvent anciens rugbymen aux genoux ou aux chevilles fragilisés. « Les personnes qui sont intéressées n'ont qu'à venir voir une rencontre pour se rendre compte que l'on produit pas mal de jeu. De plus, le club finance les fauteuils des licenciés », souligne Christophe Cochand, le président du club. Sur une aire de jeu de la taille d'un terrain de handball, et avec des adaptations pour remplacer le jeu au pied, le match est aussi explosif que dans le rugby classique. Le club dispense une préparation physique sérieuse en début de championnat. Renforcement musculaire et gains notables dans la cohésion gestuelle sont notamment à mettre à l'actif de cette pratique régulière. « On est dans le vrai », sourit Christophe Cochand. Le club se rendra visible lors de l'Anglet Beach rugby festival, du 19 au 21 juillet prochains sur la plage des Sables d'or. L'occasion de découvrir l'une de ces disciplines qui contribuent à améliorer le quotidien de ses pratiquants. L'occasion aussi d'effacer les préjugés. ■



À Narcastet, Basile Lecéa (à droite), atteint de troubles autistiques, a pris confiance en lui grâce au karaté.



Sur la côte basque, Aingirak Euskadi développe la pratique du rugby-fauteuil. Une préparation physique adaptée est dispensée en début de championnat.



► Groupe Forces 64

Le Département s'engage pour maintenir la présence des médecins

Le constat est éloquent : nous comptons 686 médecins généralistes pour les 675 000 habitants que compte le département, 62,8 % d'entre eux ont plus de 50 ans, à très court terme d'ici 10 ans 200 médecins prendront leur retraite. Cette situation n'est pas spécifique aux Pyrénées-Atlantiques, elle se constate sur une grande partie du territoire national en raison à la fois du numerus clausus, d'une crise de la vocation conjuguée à un vieillissement concomitant des professionnels de santé et de la population. Le Département a décidé avec l'Agence Régionale de Santé de se saisir de cette problématique essentielle pour les habitants en proposant une nouvelle politique publique sur la présence médicale. Dans une démarche innovante, pragmatique et au plus près des besoins, nous avons décidé de prendre à bras-le-corps cette situation pour que notre territoire soit en mesure d'apporter les soins nécessaires à chaque habitant, quel que soit son lieu de résidence.

Cette politique, qui se veut porteuse de solutions à l'image d'une boîte à outils à destination des territoires et des professionnels de santé, se caractérise par la volonté de rendre notre territoire attractif pour les professionnels de santé en proposant un projet de vie professionnel et personnel au médecin : accompagnement du conjoint dans sa recherche d'emploi, facilitation des démarches administratives, favoriser la mise en place de maisons de santé pluridisciplinaires, etc.

Anticiper les besoins du territoire, se réinventer pour être plus proche des attentes indispensables d'aujourd'hui et de demain, tels sont les objectifs poursuivis par le Département pour que plus que jamais les Pyrénées-Atlantiques demeurent ce territoire d'exception.

André Arribes et les élus du groupe Forces 64

► Groupe de la droite républicaine Prévenir plutôt que guérir

La santé est un tout : une bonne alimentation, des activités sportives, du temps pour soi... C'est un corps en forme, un état d'esprit positif.

Le Département est présent, du fait de sa compétence, de la naissance à la fin de vie de ses administrés. Et au-delà des prestations dont il a la charge, il s'attache surtout à la prévention : suivi dès le plus jeune âge avec les PMI, travail sur le sport et la santé pour les élèves, des repas bio et locaux pour les cantines des collégiens, soins et services à domicile pour les personnes âgées... Parce que « les graines d'un vieillissement en bonne santé se sèment tôt », il s'implique particulièrement dans ce domaine.

Mais il n'est pas seul acteur. Il en est un autre indispensable : le médecin, autrefois de famille, aujourd'hui traitant. Celui qui soigne mais aussi celui qui écoute, en milieu rural, comme en ville, disparaît. Et les conséquences sont loin d'être anodines.

Le Conseil départemental n'a donc pas attendu les conclusions de rapports ou la présentation du projet de loi santé pour agir. Pour rendre un meilleur service à la population, pour aider à l'installation de nouveaux médecins généralistes sur les zones déficitaires, il a donc mis en place, avec des partenaires tels l'ARS, des représentants des jeunes médecins, de médecins généralistes, hospitaliers, l'assurance maladie... un groupe de travail sur la présence médicale. Son objectif : trouver des solutions concrètes pour créer les vocations, favoriser les stages sur notre territoire, faciliter l'installation, coordonner les acteurs du territoire, développer la télémedecine...

« Mieux vaut prévenir que guérir » : c'est ce que nous faisons dès maintenant par cette démarche innovante et conjointe.

Max Brisson et le groupe de la droite républicaine pour le 64



► Groupe de la gauche

Améliorons nos services aux usagers !

Le groupe de la gauche a alerté plusieurs fois l'Exécutif départemental sur les conséquences de la réorganisation des services vécues par les agents, les syndicats ou les usagers.

Le constat est alarmant : la polyvalence exigée des agents, notamment dans le domaine de la solidarité, ne fonctionne pas. On ne traite pas un dossier RSA comme une aide aux personnes âgées. Les agents ont été les premiers à souffrir de cette réorganisation générale des services : tâches qui s'accumulent, manque de formation, souffrance au travail, épuisement... Autant de dysfonctionnements qui se répercutent sur les usagers. Des accueils téléphoniques et physiques ont été fermés dans les services de solidarité, retards de plusieurs mois dans les dossiers d'allocations, manquements sur des missions essentielles telles que la protection de l'enfance. Face à l'absence de réaction forte de la majorité, le groupe de gauche a donc demandé et obtenu la création d'une mission d'information sur les conséquences de cette réorganisation. Cette étude doit permettre de mieux comprendre ce qui se passe et surtout, de permettre au service public de fonctionner efficacement à nouveau.

Les mobilisations sociales des derniers mois rappellent l'attachement de nos concitoyens aux services publics de proximité. La sensibilité sur le sujet est particulièrement accrue dans notre département, constitué de villes moyennes et de territoires ruraux.

Le Conseil départemental dispose, à cet égard, d'une responsabilité particulière. Il doit cultiver une capacité à être au plus près des attentes et à prendre en compte les besoins spécifiques de nos concitoyens.

Henri Etcheço et le groupe de la gauche départementale

LEKID PADDLE SYSTEMS

edf

34

edf

Feart

B

W

CHAMPIONNAT D'EUROPE ECA DE CANOË-KAYAK SLALOM

STADE D'EAUX VIVES
PARC AQUASPORTS
du 29 MAI au 2 JUIN **PAU** 2019

#PAUCANOE

WWW.PAUCANOE.COM

SAISON
2019

LES RENDEZ-VOUS NATURE DU 64

VIVEZ UNE
EXPÉRIENCE
DE NATURE
ORIGINALE

Paysages, espaces remarquables,
faune, flore, ciel étoilé... :
chaque mois, des sorties guidées
et gratuites pour toute la famille.

Tout le
programme
sur le64.fr


PYRENEES
ATLANTIQUES
RESEAU NATURE

PLUS PROCHE,
PLUS SOLIDAIRE
www.le64.fr